Document généré le 14 juil. 2025 12:49

L'Inconvénient

Un climat hostile

Alain Deneault

Numéro 84, printemps 2021

Qui a peur des changements climatiques ?

URI : https://id.erudit.org/iderudit/96382ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)
2369-2359 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Deneault, A. (2021). Un climat hostile. *L'Inconvénient*, (84), 23–26.

Tous droits réservés © L'inconvénient, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Un climat hostile

ESSAI **Alain Deneault**

L'heure n'est plus à la convivialité spontanée, à l'harmonie facile, au *Buen Vivir* emprunté. La représentation souriante du mouvement écologiste, l'option enviable qu'il semblait constituer parmi d'autres, la transition tranquille à laquelle il nous invitait… virent à la confrontation. Il ne suffit pas simplement d'acheter pour voter. Le recyclage des ordures ne sauve pas les âmes. L'emballage vert des produits de la grande distribution devient lui-même un problème à l'heure du zéro déchet. Un autre climat s'installe. Atmosphérique comme psychologique. Les deux sont intimement liés.

Le débat se fait vif entre les tenants de la lucidité, ceux qui ne veulent plus se mentir et regardent en face la perspective de l'effondrement des ensembles vivants, lequel entraînera les organisations sociales, et les autres, qui voudraient tant qu'on les berce encore d'un peu d'illusions. Yves Cochet, ancien ministre de l'Environnement de la République française et « collapsologue » à l'Institut Momentum, nous dit que, pour s'en sortir, il faudrait tout de suite diviser la production nationale par dix[1] ! Aborder ainsi le propos, c'est s'assurer de perdre ses amis avant même d'avoir terminé son exorde. Annoncez à un proche qu'il faut impérativement et sur-le-champ mettre fin à la consommation des produits laitiers. Enjoignez-lui de devenir tout de suite végétalien. Dites-lui, à propos de tous les voyages dont il parle encore, qu'ils seront les derniers. Que sa voiture doit tout de suite appartenir également à ses cinq voisins immédiats… On vous engueulera pour un oui ou pour un non. Parce que notre mode de vie est devenu plus encore que le symbole d'une appartenance de classe, c'est un droit, un gage de liberté. Qu'on soit de gauche ou de droite, pour ceux qui y voient un sens. C'est branchés à nos élaborations psychiques que se racontent nos achats, nos petites et grandes possessions, notre rythme de vie. Il ne vient à l'esprit de presque personne que les scènes les plus banales de notre cinéma – sauter dans une voiture, manger sur le pouce un repas chaud, changer de chemise plusieurs fois par semaine – apparaîtront comme de la science-fiction avant longtemps.

Mais ces menus différends ne sont rien à côté de la tension vive que contient l'appareil psychique de tout un chacun. « Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique », se demande George Marshall dans le sous-titre d'un livre qui établit la caractérologie des sujets résistant à l'évidence : la crise écologique et le changement de paradigme auquel elle préside[2]. Sa table des matières suffit à faire surgir en notre esprit une multitude de personnages conceptuels, du scientifique qui n'ose pas braver les railleries de ses pairs au technolâtre certain qu'on

dégotera bien un machin capable de nous sauver du pire, en passant par le sujet incapable de formuler la moindre expression permettant de briser la glace, écrasé qu'il est par le poids de la censure ambiante, et l'esprit comptable enfermé dans les colonnes du pour et du contre niant la gravité de la situation.

Le sujet le plus représentatif du temps est celui qui, désespéré, mesure la vanité de ses efforts. Qu'il rompe avec la société de consommation, crée un jardin communautaire pour être autosuffisant au prix d'efforts inouïs, adopte un régime de vie des plus frugaux, qu'il se déplace à dos d'âne et se soigne à partir des plantes qu'il cultive… il mesurera qu'au-delà d'une expérience personnelle potentiellement enrichissante, il ne changera rien à l'hypothèse sérieuse d'un effondrement imminent de nos dynamiques écologiques et sociales. Son engagement n'aurait de sens qu'en vertu d'un *si* magique, à savoir que *si* tous s'y mettaient subitement dans la minute même, nous mettrions les chances de notre côté. Sinon, notre entendement reste indifférent aux menaces qui ne sont pas immédiates, spectaculaires, abruptes. Nous nous faisons collectivement à la mort lente.

Nous sommes donc de plus en plus nombreux à vouloir nommer sans détour ce qu'il en est de notre conjoncture, à vouloir mettre fin aux coalitions stériles et aux discours mielleux qui taisent l'identité des coupables, et qui s'accommodent du régime qui nous a plongés dans cet état de misère. Le discours des *petits pas dans la bonne direction* tient de la bêtise quand on connaît la proximité des échéances qui nous séparent de ruptures historiques graves. Mais dans ce climat d'urgence, nous ne trouvons pas les mots pour réaliser le projet annoncé par Murray Bookchin, faire de la question écologique une cause commune claire et conséquente[3]. Nous ne savons pas traiter de cette question alors qu'elle se révèle la plus immédiatement et la plus terriblement éminente.

Ne parlons même pas de l'esthétique de la catastrophe que le cinéma d'Hollywood a mise de l'avant, ni des champs d'expertise des sciences traitant nommément du sujet. Le catastrophisme n'a de sens que s'il nous permet d'éviter la catastrophe, et donc que s'il s'associe à une force historique capable d'action[4]. Or, les productions à grand déploiement, pas plus que les théories mathématiques se réclamant explicitement de la catastrophe[5], ne peuvent y parvenir. Les premières exaltent autant la dramatique dont est capable une œuvre de fiction que notre profond sentiment d'impuissance. Les secondes intègrent l'apocalypse à des modèles arithmétiques donnant l'impression de pouvoir gérer l'inacceptable plutôt que de tenter de le conjurer.

Que nous reste-t-il, pour parler, pour se dire en notre temps, lorsque nous faisons fi du jovialisme boy-scout des mouvements écologistes heureusement conviviaux, d'un cinéma stérile par ses côtés inutilement stressants ou des théories mathématiques jonglant très abstraitement avec la grenade dégoupillée de la catastrophe ?

Une proposition de réponse : le discours le plus usuel. Dans leur livre *L'événement Anthropocène*, Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz signalent un fait préoccupant quant aux modalités de notre prise de conscience de la situation écologique dans laquelle nous nous trouvons : elles restent pensées dans les termes, méthodes et discours des sciences qui ont contribué à nous y plonger. Car les analystes de l'excès de pouvoir des sujets humains sur l'ensemble du territoire, des océans et du vivant – c'est-à-dire l'« Anthropocène » – proviennent précisément des sciences exactes qui ont présidé au développement d'appareils techniques et industriels de production ayant provoqué les maux qu'on constate. « Cette histoire de l'Anthropocène s'écrit dans le grand livre de la comptabilité environnementale de la planète dont les stocks sont un "capital" et les flux des "impacts" ou des "services" à mesurer […] Sous des intitulés comme "Évaluer les impacts humains sur le système Terre" ou "Interactions homme-nature", ces récits historiques d'un nouveau type regorgent en outre de concepts et de méthodes jusqu'ici peu familiers aux historiens, tels les "systèmes non linéaires", les "modèles multiagents", la "modélisation", la "capacité adaptative", la "résilience" et les "systèmes socio-écologiques[6]" », constatent Bonneuil et Fressoz. Ces géotechniciens, océanologues, climatologues et autres spécialistes ne font pas que paramétrer les approches selon lesquelles on devient à même de mesurer quelque peu l'état de l'effondrement de la biodiversité et des bouleversements climatiques. Ils en écrivent l'histoire. Une histoire officielle. Autrement dit, l'histoire des mutations biologiques et climatiques qui nous oppriment et nous poussent vers un changement de paradigme brutal n'est pas l'œuvre d'historiens ni le fait de penseurs attendus des sciences sociales. Elle reste froidement technique, abstraite, aseptisée. Cette histoire se présente comme la résultante d'un vaste modèle tirant ses données de courbes démographiques, d'émissions de particules,

d'indicateurs économétriques, de données productivistes à propos de matières premières, mais elle n'explique rien. Elle nous apparaît comme le symptôme d'une incapacité à nommer le problème en hissant notre conscience à sa hauteur, une incapacité à prendre la mesure de son envergure.

Donc, pour en parler, hormis la luminosité joyeuse qu'irradient les emballages verts et les utopies communautaires, il reste les sciences exactes, la technologie, la géo-ingénierie, le capitalisme vert. Ces éléments discursifs se mélangent tous en réalité, et nous abordons continuellement l'enjeu écologique dans une confusion de références entre ces modes d'expression. Un peu d'utopie se mêle à des pratiques consuméristes et à des données paramétrées que fournissent des ingénieurs de la nature. Mais cette dernière source d'information est déterminante dans le façonnement collectif de notre conscience écologique. Car elle remplit un office idéologique dont notre régime actuel ne peut absolument pas se passer, et qui continue à le perpétuer. À savoir : rendre la perspective de son renversement ou de son interruption impensable. Ou inscrire dans sa dynamique historique propre et exclusive toute réflexion sur l'écologie. On ne se doute pas d'à quel point notre pensée écologique dépend des éléments de langage de cette droite libérale et capitaliste. Bonneuil et Fressoz, ainsi que Clive Hamilton[7], signalent que nous devons l'expression *Anthropocène* à Paul Crutzen, un chimiste et météorologue qui a d'abord réfléchi aux perspectives d'une guerre nucléaire pendant la guerre froide, pour ensuite renouveler ses analyses en fonction de l'enjeu climatique. De son point de vue d'architecte de la géo-ingénierie, l'expression *Anthropocène* ne témoigne ni d'une hubris ni d'une source d'inquiétude, mais au contraire d'une mission de l'humanité. Dans une optique impériale, il revient de droit aux sujets humains de gouverner le vivant ainsi que le climat afin d'en disposer toujours mieux, après avoir développé des techniques de gouvernement quadrillant la société. Il s'agit ici de méthodes techniques au caractère indiscutablement théorique devant permettre de régler le climat mondial à la manière d'un thermostat universel, à l'aide d'éléments chimiques qu'on envoie dans le ciel, par exemple, ou d'infrastructures permettant de réfléchir les rayons solaires. La géo-ingénierie participe de toute une série d'approches visant, pour des détenteurs de capitaux et des acteurs de la technoscience, à prêter aux savoirs instrumentaux le fait d'une solution aux problèmes écologiques de l'heure. Le capitalisme et son prodigieux appareil de production, sans parler de sa culture reposant sur la surconsommation et le gaspillage, ne sauraient passer un seul instant pour les causes du problème : ce sont plutôt les leviers permettant d'envisager encore l'avenir. Ainsi, les panneaux photovoltaïques, batteries de pointe et autres tours éoliennes, ou encore l'exploitation du gaz naturel sur un mode non conventionnel, seraient censés nous protéger des crises écologiques annoncées puisqu'ils se présentent (souvent abusivement) comme émettant moins de ces gaz à effet de serre qui accentuent le réchauffement climatique… mais en omettant de traiter les effets indirects qui concourent pourtant à l'augmentation de ces gaz (besoin massif de minerais qui entraînent ce type de pollution) et en faisant fi des autres aspects de l'écologie que ces procédés mettent en péril : les nappes phréatiques, les terres arables, les forêts, les modes de vie traditionnels non polluants.

Cette propension à traiter toujours de l'« espèce humaine », de l'*anthropos*, témoigne de l'inanité intellectuelle de telles approches pour qui s'intéresse minimalement aux sciences humaines. L'absence de tout élément d'histoire, de sociologie, de psychanalyse ou de philosophie et l'accent mis exclusivement sur les sciences exactes et les hypothèses techno-instrumentales permettent aux tenants de ces approches de taire toute leur responsabilité historique relativement à ce moment-ci de l'histoire. Nulle classe sociale ni nul groupe de décideurs formellement appointés ne viennent entacher leurs modèles de questions politiques. Comme d'ordinaire, il ne se trouve pas un capitaliste (au sens de ceux qui adhèrent à cette idéologie sans nécessairement en profiter vraiment) au pouvoir pour en faire le bilan et prendre sur lui la responsabilité de l'état tragique dans lequel se trouve le monde aujourd'hui en raison de son hégémonie. Le capitaliste ordinaire se contente de déplorer les problèmes dans lesquels nous nous trouvons collectivement comme s'ils étaient l'œuvre des dieux, tout en cherchant comment la haute finance et la grande industrie peuvent faire de ces problèmes gravissimes l'objet de nouveaux marchés.

Œuvre éloquente de la récupération par le régime du discours et de la sensibilité écologistes, le rapport onusien au titre insignifiant *Notre avenir à tous* a jeté les bases, en 1987, de la notion oxymorique de « développement durable[8] ». Son auteure, l'ex-première ministre de Norvège Gro Harlem Brundtland, a signé le rapport après avoir été nommée présidente d'une commission baptisée « Déve-

loppement et environnement », qui en annonçait déjà les thèses et la conclusion, à savoir que non seulement le développement et l'environnement se montrent compatibles, mais que le premier rendrait seul possible la protection du second. Surtout, ce rapport, beaucoup plus idéologique que scientifique, se voulait une réplique bien particulière à celui, déterminant, qu'avait signé le Club de Rome en 1972, *Les limites à la croissance*, ou rapport Meadows[9]. Ce rapport exposait comment la croissance du capital – et par conséquent la pression que la grande industrie exerce sur les territoires et les océans – concourt à sa perte et constitue le problème essentiel du phénomène massif de pollution et d'annihilation du vivant en bien des endroits du monde. Le rapport Brundtland ne conteste pas ces données ni ces analyses, il se contente de les *répliquer*, c'est-à-dire de les reproduire en s'affichant comme la référence de prédilection en matière écologique, avec pour seule nuance la conclusion et l'intitulé qui chapeaute la démarche, à savoir que le souci écologique doit se penser à travers le prisme du développement, de la prospérité et de l'industrie plutôt qu'à leur encontre. Pour le régime, depuis l'ONU, il ne s'agit pas tant de militer pour ces thèses et de leur conférer force de loi dans des articles qui entreront en vigueur dans diverses législations que de continuer à les inscrire de manière plaquée dans un corpus de référence qui les contredit. Préconiser ainsi le « développement durable » plutôt que la « décroissance », c'est-à-dire tabler sur le rapport Brundtland plutôt que sur le rapport Meadows pour envisager la question écologique, c'est envisager la chose en cherchant à réaliser la quadrature du cercle, c'est la penser en adoptant un lexique orwellien pour se persuader que la cause du problème est en réalité sa solution, c'est plaquer un discours intéressé sur une situation qui exige de la grandeur, c'est chercher à prendre conscience d'un phénomène dramatique à partir d'attrape-nigauds. Car un impensé doit subsister dans la démarche : envisager dare-dare la fin du capitalisme en tant que cause du marasme. Tant qu'on peut sacraliser la doctrine du capital, tant qu'on peut en faire la source exclusive de toute action politique et sociale, y compris pour remédier à ce qu'il détruit, tout discours pourra être entendu. La *durabilité* et la *viabilité* de tout programme et de tout engagement seront recevables tant que c'est au nom du *développement* et de la *prospérité* qu'on les envisagera. Le discours *vert* sera bienvenu tant qu'il servira d'épithète au *capitalisme*. L'*intégration territoriale* sera admissible tant qu'elle participera de la *gestion*. Ces intitulés sont cruciaux : ils fondent les prémisses implicites qui entrent en contradiction avec les prétentions écologiques qu'ils coiffent. Et de ce conflit inhérent à la production intellectuelle nécessairement misérable qui s'ensuit naissent la confusion et les dualités stériles : choisir entre l'écologie et l'économie ; soumettre les avancées en matière écologique aux lois du marché et à l'ingénierie techno-instrumentale ; mettre dans la balance la protection du territoire et la création d'emplois…

Le climat anxiogène qui règne actuellement découle de cette confusion dans laquelle les idéologues ont plongé le commun. Sur les questions écologiques, un discours d'extrême centre oblige la pensée à évoluer à l'intérieur des paramètres d'un capitalisme qui est la cause de tous nos malheurs. Cela rend fou. Nous souffrons d'une incapacité à tirer les conclusions à partir desquelles situer la pensée pour organiser le monde selon des concepts, des sensibilités, des impératifs et des échelles conformes aux graves enjeux auxquels il s'agit de se mesurer dans l'heure. ■

1. Entretien accordé par Yves Cochet à *Next. Web série documentaire*, <https://www.next-laserie.fr/>, 21 décembre 2017.
2. George Marshall, *Le syndrome de l'autruche. Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique*, Actes Sud, coll. « Domaine du possible », 2017.
3. Murray Bookchin, *Une société à refaire. Vers une écologie de la liberté*, Écosociété, coll. « Retrouvailles », 2010 [1990].
4. Annie Lebrun, *Perspective dépravée. Entre catastrophe réelle et catastrophe imaginaire*, Éditions du Sandre, 2011.
5. James Gleick, *La théorie du chaos. Vers une nouvelle science*, Flammarion, coll. « Champs », 1991.
6. Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous,* Seuil, 2016 [2013], p. 73.
7. Clive Hamilton, *Les apprentis sorciers du climat. Raisons et déraisons de la géo-ingénierie,* Seuil, coll. « Anthropocène », 2013.
8. Gro Harlem Brundtland, *Notre avenir à tous. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Commission mondiale pour le développement et l'environnement de l'Organisation des Nations unies, 1987.
9. Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Randers, *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, Écosociété, coll. « Retrouvailles », 2013 [traduction de l'édition de 2004 du rapport initialement publié en 1972].

Alain Deneault est professeur de philosophie au campus de la Péninsule acadienne de l'Université de Moncton et auteur de *L'Économie de la nature* (Lux Éditeur, 2019).